



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PRÉFET DE SEINE ET MARNE**

**Direction Régionale et Interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France**

**Unité Territoriale de Seine-et-Marne**

**ARRETE PREFECTORAL 2014/DRIEE/UT 77/160  
PORTANT MISE EN DEMEURE  
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES  
INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
SOCIETE ITM Logistique Alimentaire International  
Située 390, Avenue Anna Lindh à VERT-SAINT-DENIS (77 240)**

Le préfet de Seine et Marne  
Officier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

**Vu** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°01 DAI 2 IC 310 du 4 décembre 2001 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°08 DAIDD 1IC 346 du 29 octobre 2008 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°14/PCAD/129 du 1<sup>er</sup> septembre 2014 donnant délégation de signature à Monsieur Alain VALLET, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France ;

**Vu** l'arrêté 2014 DRIEE IdF 115 du 5 septembre 2014 portant subdélégation de signature ;

**Vu** le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie E-4/14 2055 du 20 août 2014 consécutif à une visite d'inspection effectuée, le 29 juillet 2014 dans l'établissement de la société ITM Logistique Alimentaire International à Vert-Saint-Denis au 390, Avenue Anna Lindh, transmis à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°14/DCSE/IC/054 en date du 29 août 2014 imposant des prescriptions de mesure d'urgence à la société ITM LAI ;

**Vu** le courrier du 20 août 2014 de transmission du rapport à l'exploitant lui laissant un délai de quatre jours pour faire part de ses observations ;

**Vu** le courrier en réponse transmis par l'exploitant en date du 4 septembre reçu le 8 septembre 2014 ;

**Considérant** que l'inspection a constaté l'exploitation d'un stockage de solides inflammables sous forme de zip ou allume-feu relevant de la rubrique 1450 de la nomenclature des installations classées (volume déclaré 3 tonnes) ;

**Considérant** que la rubrique 1450 vise le stockage des solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques dont l'emploi ou le stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, soumise au régime de l'autorisation, doit être supérieure ou égale à 1 tonne (quantité présente : 3 tonnes) ;

**Considérant** que l'inspection a constaté l'exploitation d'un stockage de gaz inflammables liquéfiés sous forme d'aérosols relevant de la rubrique 1412 de la nomenclature des installations classées (volume déclaré : 13 tonnes) ;

**Considérant** que la rubrique 1412 vise les installations de stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés par d'autres rubriques de la nomenclature. Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockage réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation, soumise à déclaration avec contrôles périodiques, étant supérieure à 6 tonnes mais inférieure à 50 tonnes (quantité présente : 13 tonnes) ;

**Considérant** que l'exploitant n'est autorisé à exploiter que les installations relevant des rubriques 1510, 2260, 2910 et 2925 de la nomenclature des installations classées selon les installations autorisées ou déclarées par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 ;

**Considérant** que les cellules B, C, D, E, F, G et I ne répondent pas au critère « *la toiture comporte au moins 2 % de la surface de ses éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées* » ;

**Considérant** que l'inspection a constaté le stockage de produits combustibles dans des cellules non dédiées à cet effet, en l'absence de sprinklage ;

**Considérant** que lors de la réunion du 4 septembre 2014 qui s'est tenue avec l'exploitant, ce dernier a fourni les justificatifs attestant que ces stockages dans les zones non dédiées ont été évacués ;

**Considérant** par ailleurs que les exutoires de fumées sont des organes de sécurité incendie qui permettent :

- de rendre praticable les cheminements utilisés pour l'évacuation rapide et sûre de tout le personnel en limitant les risques de panique,
- de permettre aux services de secours d'intervenir dans les meilleures conditions possibles pour porter secours aux victimes éventuelles et de combattre le foyer,
- de limiter la propagation de l'incendie en évacuant vers l'extérieur : chaleur, gaz et produits imbrûlés (dont certains sont toxiques et/corrosifs).

**Considérant** que le défaut de ventilation dans les cellules susvisées nécessite la fixation de certaines mesures propres à prévenir des dangers pour l'environnement conformément au I de l'article L.171-8 ;

**Considérant** que l'inspection a constaté la présence d'un local dédié au personnel de ménage dans une cellule de stockage sans respecter les dispositifs de construction à savoir des murs coupe-feu de degré 2 heures et une porte d'accès de degré 1 heure ;

**Considérant** que lors de la réunion du 4 septembre 2014 qui s'est tenue avec l'exploitant, ce dernier a fourni des justificatifs attestant que ce local a été vidé et le personnel déplacé ;

**Considérant** que le projet de POI présenté lors de la visite d'inspection du 29 juillet 2014 n'est pas opérationnel et que cela a été confirmé par l'exploitant par courrier du 4 septembre reçu le 8 septembre 2014 ;

**Considérant** que par courrier du 4 septembre 2014, reçu le 8 septembre 2014, l'exploitant a demandé le dessaisissement du dossier de demande d'autorisation en date du 5 novembre 2013 complété le 15 juillet 2014 ;

**Considérant** qu'un dossier de déclaration en vue de régulariser la situation administrative a été déposé le 8 septembre 2014 pour les rubriques 1200, 1412, 1432, 1525, 1532, 1530, 1611, 1630, 2171, 255, 2663, 2711, 2714 et 2718 de la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** que ce dossier de déclaration indique que l'exploitant a décidé de ramener le volume des produits relevant de la rubrique 2663 sous le régime de la déclaration ;

**Considérant** que l'arrêté n° 14/DCSE/IC/054 en date du 29 août 2014 imposant des prescriptions de mesure d'urgence, suspend l'exploitation des produits relevant des rubriques 14xx et 11xx jusqu'à la mise en conformité des dispositifs de désenfumage ;

**Considérant** que par courrier du 4 septembre reçu le 8 septembre 2014, l'exploitant a indiqué que tous les produits relevant des rubriques 14xx et 11xx ont été évacués de l'entrepôt ;

**Considérant** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société ITM Logistique Alimentaire International de respecter les prescriptions complémentaires applicables à son établissement situé 390, Avenue Anna Lindh à Vert-Saint-Denis.

**Sur proposition** du Directeur Régional de l'Industrie de l'Environnement et de l'Énergie

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

La société ITM Logistique Alimentaire International, dont le siège social est situé 24, rue Auguste Chabrières à Paris (75 015), exploitant un entrepôt couvert au 390, Avenue Anna Lindh à Vert-Saint-Denis est mise en demeure de respecter, **selon les délais impartis**, les prescriptions suivantes applicables à ses installations par arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 310 du 4 décembre 2001 soient :

#### **sous un délai d'un mois**

— article 3.V.7.4 de l'arrêté du 4 décembre 2001 – plan d'opération interne

*« Un plan d'opération interne est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. »*

#### **sous un délai de six mois**

— article 4.3.1 de l'arrêté du 4 décembre 2001 – Comportement au feu

*« La toiture comporte au moins 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées.*

*Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumées et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des produits, matières ou substances entreposés, d'autre part, des dimensions de l'entrepôt ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 % de la surface totale de la toiture. »*

À cet égard et sans préjudice de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 susvisé, l'exploitant devra :

**1- sous un délai d'un mois,** transmettre une étude décrivant les travaux à mettre en œuvre pour la mise en conformité des installations, assortie d'un échéancier de réalisation selon la disposition susvisée de l'article 4.3.1 de l'arrêté du 4 décembre 2001.

Si le faux-plafond est laissé en place même partiellement, l'exploitant devra justifier par un organisme compétent qu'il n'empêche pas le bon fonctionnement du système d'extinction automatique.

De plus, les risques liés à la présence de ce faux-plafond et des panneaux isolants devront faire l'objet d'un complément d'étude de dangers. Il devra être particulièrement étudié le comportement au feu des panneaux et le risque de dégagement de fumées toxiques en cas d'incendie.

**2- sous un délai de deux mois,** transmettre un bon de commande pour justifier du démarrage des travaux ;

**3- sous un délai de six mois,** mettre en place les capacités de désenfumage des cellules B, C, D, E, F, G et I conformément à l'article 4.3.1 de l'arrêté du 4 décembre 2001 ;

**4- sous un délai de six mois,** transmettre les documents attestant que l'entrepôt est conforme à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001, de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres pour les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 et à l'instruction technique IT 246.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## **ARTICLE 2 -**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

## **ARTICLE 3 - FRAIS:**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 4 – DELAI ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle- 77 000 MELUN, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

×Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

×Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

## **ARTICLE 5-**

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le maire de Vert-Saint-Denis,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie à Paris,
- le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société ITM Logistique Alimentaire International sous pli recommandé avec avis de réception.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de Seine-et-Marne.

Fait à Melun, le 11 septembre 2014

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le directeur et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Territoriale 77

**Signé**

Guillaume BAILLY

***Pour ampliation,***

***Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef de l'Unité Territoriale 77,***

  
**Guillaume BAILLY**

### ***DESTINATAIRES :***

- La Société ITM Logistique Alimentaire International,
- Monsieur le Maire de Vert-Saint-Denis,
- Le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- Le Préfet de Seine-et-Marne (SIDPC),
- Le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Délégué territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Paris,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Ile-de-France à Savigny-le-Temple,
- Le Chef de l'UT DIRECCTE.